

LES GROUPES DOMINANTS ET LE JEU POLITIQUE ISLAMIQUE EN IRAN

SHAHROKH VAZIRI

CEDI

CENTRE D'ETUDE ET DE DOCUMENTATION IRANIENNES
Case postale 2376, 1002 Lausanne (Switzerland)

Les groupes dominants et le jeu politique islamique en Iran

SHAHROKH VAZIRI*

I. Introduction

Le pouvoir politique et le jeu électoral dans l'Iran islamique sont contrôlés par des cadres issus des groupes politico-religieux qui ont infiltré depuis plusieurs années les institutions du pays et qui se partagent aujourd'hui le système politique islamique. Ces groupes, dominés essentiellement par le clergé qui joue un rôle dominant dans toutes les structures du pouvoir et contrôle l'ensemble des secteurs économiques, politiques, militaires et culturels, se qualifient réciproquement de « droite traditionnelle », de « droite moderne » ou de « gauche islamiste ».

Toutefois, ces qualificatifs font suite à un clivage antérieur que l'on doit rappeler afin de saisir la portée théologique des positions exprimées.

En effet, le soutien apporté par la plupart des mollahs au coup d'état de 1953 contre le gouvernement démocratique du Dr Mossadegh, avait conduit la police politique du Shah (la SAVAK), à les employer dans la lutte contre les opposants au régime issu du coup d'État. En contrepartie de l'aide fournie par des mollahs dans la répression antidémocratique, le régime leur laissa la possibilité de combattre les disciples de la foi Bahá'í (minorité religieuse fondée au XIXe siècle). C'est ainsi qu'est né en 1954 « Andjoman-e zed-e Bahá'í (Association anti-Bahá'í , « AZB ») dont le but était de combattre la communauté bahá'í par tous les moyens. L'AZB fut fondée par un mollah de Mashhad, le sheikh Mahmoud Zakerzadeh Tavallaï , surnommé « sheikh Halabi ». En dehors de ses activités Anti-bahá'í , comme, l'attaque et la destruction des centres de rassemblements des Bahá'í , l'association se manifesta également sur le plan du débat religieux en dénonçant les courants religieux concurrents. Toutefois, la radicalisation politique et religieuse en Iran des années 1970, conduit également l'AZB à se remettre en question. C'est pourquoi, elle se transforma à partir des années 1977 en ASSOCIATION HOJJATIYE MAHDAVIYE¹ (Hojjat signifie « preuve » et il s'agit d'une référence au 12e Imam shi'ite). Aussi, la radicalisation politique poussa un grand nombre de jeunes militants Hojjatis à rompre avec ce groupe et à rejoindre les différents mouvements extrémistes et Khomeynistes. Ainsi, des mollahs et jeunes radicaux qui n'étaient pas d'accord avec les options religieuses et politiques des Hojjatis, étaient qualifiés - se qualifient - de Sadeghis, en référence à l'école créée par le 6e Imam Shi'ite. Des divergences entre les Hojjatis et Sadeghis s'accroissent au fur et à mesure de l'idéologisation de la religion et l'approfondissement de la crise politique. Sur le plan strictement religieux, les Hojjatis qui sont en grande majorité, issus de l'école théologique de Mashhad privilégient les traditions, tandis que les Sadeghis, issus pour la plupart de l'école de Qom, sont en faveur d'une interprétation religieuse basée sur la raison. Selon les Hojjatis, en attendant la réapparition du douzième Imam occulté, la direction du pouvoir spirituel sera séparée de celle du pouvoir temporel. Le Clergé dirige les affaires spirituelles de la communauté et c'est le gouvernement qui doit gérer les

* Enseignant et chercheur à l'Université de Lausanne, Shahrokh Vaziri a publié notamment *Iran, pouvoir politique et société au XXe siècle*, Peter Lang, 1998.

¹ Camille Verleuw In: contestations en pays islamiques vol. II. CHEAM, Paris, 1986

affaires temporelles. Pour eux, l'arrivée de l'Imam occulté sera accélérée par l'extension du désordre et de la corruption. Cette vision qui est proche de celle des grands ayatollahs et sources d'imitation est contestée par les Sadeghis qui estiment qu'en attendant l'arrivée du 12^e Imam, il faut que la communauté soit guidée par un *Faghih* (docte islamique). Tandis que les Hojjatis mettent l'accent sur la dimension personnelle de la religion, les Sadeghis mettent en avant la dimension collective de celle-ci. Du point de vue politique, les Hojjatis dénoncent les ennemis idéologiques de l'islam (les communistes, les libéraux) tandis que les Sadeghis combattent les ennemis politiques de la religion (tels USA).

Surpris par l'avènement de la révolution de 1979 les Hojjatis l'acceptent et s'efforcent de préserver leur influence. Ils infiltrent entre 1979 et 1980, toutes les institutions révolutionnaires comme les gardiens de la révolution, le service du renseignement militaire, l'assemblée consultative, et utilisent ces institutions dans leur lutte contre le parti pro-communiste Toudeh, les Modjahedin du peuple et surtout contre les Bahai. Quelques anciens membres de l'Associations joueront plus tard des rôles importants dans la République islamique : Rajai (le 2^e président islamique, décédé dans l'attentat de 1981), Velayati (ancien ministre des affaires étrangères), Qarazi (ancien ministre du pétrole), Parvaresh et Tavakoli (anciens ministres) et Khamnei, le Guide actuel².

À la suite d'un discours de Khomeyni critiquant ses positions, l'Association, a annoncé par un communiqué en juillet 1983 son auto-dissolution. Toutefois, l'Association ne pouvait proclamer sa dissolution, car ses statuts prévoient qu'elle ne sera dissoute qu'après la réapparition du 12^e Imam caché. Par conséquent, les tendances liées à cette Association sont toujours actives dans les institutions islamiques. Toutefois, il est impossible de savoir qui sont les membres actifs de ce groupe et comment agissent-ils au niveau du système politique.

Ainsi, la plupart des mollahs qui occupent aujourd'hui des postes importants ont été des élèves ou des disciples de Khomeyni. Ils ont des moyens de pression sur les autres membres du clergé, puisqu'ils contrôlent l'octroi des subsides ou bourses aux étudiants des différentes écoles théologiques et surtout celle de Qom.

Cependant, les mollahs au pouvoir sont aidés dans leur tâche par des cadres islamistes qui ne font pas parties du corps clérical, mais partagent les mêmes options que le clergé dominant. Parmi ces groupes, il y en a cinq qui dominent le système politique et que l'on propose d'étudier.

II. Les cinq *Khodi*

Depuis quelque temps, deux expressions sont utilisées par les autorités islamiques et surtout par le ministère des enseignements islamique afin de distinguer les Iraniens en deux catégories : les

² Ibid., P. 104

khodi (« soi-même », « le pour-soi ») et les *nakhodi* (« un autre que soi », « pour-autrui », « l'en-soi »). Les *khodi* appartiennent au système en place et ont contribué à la mise en place de ce système. Les *nakhodi* sont qualifiés d'« opposants », de « contre-révolutionnaire » et d'« ennemis »³.

La lutte pour la domination du système politique (système dominé par espace-temps islamique) se manifeste par des oppositions horizontales au niveau du système politique et de l'espace public. Ces oppositions dont l'enjeu est le contrôle du système islamique, sont différentes des oppositions verticales qui opposent le système politique à la société civile. Cette dernière dominée par l'espace-temps occidental revendique la séparation de la religion de l'État. Aussi, les groupes dominants sont ici l'agent et l'expression de conflits dans le cadre même du système islamique en vigueur. Ils mobilisent et structurent l'opinion afin de pouvoir participer dans des meilleures conditions au contrôle des pouvoirs politiques et économiques étatiques. Une brève présentation de ces groupes nous permet de mieux saisir leurs jeux dans le labyrinthe islamique.

1. Jamyat-e motalef-e eslami « JME »

Officiellement fondé en mars 1963, le JME (« groupement coalisé islamique ») participa à l'insurrection khomeyniste de 1963 et assassina le premier Ministre Mansour en 1965.

Dès sa fondation, le groupement crée un conseil clérical choisi par Khomeyni dont les ayatollahs Beheshti et Motahari en font parties. Parmi les fondateurs, on trouve ceux qui se feront connaître avec l'arrivée de Khomeyni au pouvoir : Ladjvardi, Araghi, Katchou-i. Lors de la fondation du parti de la république islamique (PRI), Khomeyni ordonne aux membres du JME de rejoindre ce parti. Mais après la dissolution du PRI, le JME continue ses activités et collabore de près avec Jame-e rohaniyat-e mobarez (voir plus loin). Le JME aurait été également à l'origine de l'appui apporté par Khomeyni à la prise des otages américains⁴

Le JME a réussi à créer un réseau très influent dans les milieux économiques et du renseignement. Son discours est foncièrement anti-américain, mais il est favorable à l'économie de marché et à la propriété privée. Il Contrôle le bazar et le journal *Ressalat*. Ce groupe est dirigé par Habibollah Asgaroladi qui est l'un des hommes les plus influents du système islamique. L'un des dignitaires du groupe, Azari Qomi s'est opposé en 1988 au régime islamique⁵. L'organe officiel du groupe est l'hebdomadaire « shoma » (vous).

Les cadres influents du jamyat-e motalef-e eslami

Noms	Fonctions
Abasspur	Président de la commission de culture et l'enseignement supérieur

³ voir gozaresh nos. 97-98, mars-avril 1999.

⁴ *Gozaresh*, no 93, 1998 : entretien avec Asgaroladi

⁵ D'après Assgaroladi, le fondateur de JME était en réalité Khomeyni lui-même. Entretien in *Gozaresh* no 93, 1998.

Asgaroladi	Dirigeant du JME
Assadollah Badamtchyan	Conseiller du président du pouvoir judiciaire
Abdollah Jassbi	Président de l'Université libre
Katchoui	Ancien directeur des prisons islamiques
Assadollah Ladjvardi	Ancien directeur de la prison d'Evine, assassiné en 1998
Mostafa Mirsalim	Ancien ministre d'orientation, membre de la direction de l'Université Amirkabir
Rafighdoust	Comité de l'Imam Khomeyni
Zavareyi	Vice-président du pouvoir judiciaire

2. Jame-e rohaniyat-e mobarez Téhéran « RMT » (« la ligue du clergé combattant de Téhéran »)

Ce groupement a été créé à la suite de la dissolution du parti de la république islamique en 1987. Parmi les fondateurs du groupe, on trouve notamment l'ayatollah Khamnei et Ali Akbar Rafsandjani. Ce groupe contrôle les journaux *Keyhan*, *Sobh*, la T.V. islamique, ainsi que plusieurs associations comme l'association des ingénieurs musulmans, l'association du bazar de Téhéran et l'association islamique des médecins.

Le RMT croit que *velayat-e Faghih* (L'institution théocratique basée sur la souveraineté du docte islamique) est une affaire de spécialistes et le peuple n'a aucun rôle dans l'élection du *Faghih*. Le *Faghih* est au-dessus de la constitution et Le clergé doit contrôler les affaires du pays et n'est pas responsable devant le peuple.

Le RMT Soutient l'exportation de la révolution et est opposé aux USA. Sur le plan économique, il est favorable à la privatisation des unités de production et contre l'intervention de l'État⁶.

Les cadres influents du jame-e rohaniyat-e mobarez

Noms	Fonctions
Emami Kashani	Secrétaire de rohaniyat, Porte parole du conseil de surveillance, membre de l'assemblée des experts
Reza Taghavi	Porte-parole du RMT, député
Khosroshahi	
Akbar Hasheni Rafsandjani	Président de MTM (voir plus loin)
Hassan Rohani	
Ali Akbar Nategh Nouri	Président de l'assemblée
Mohammad Yazdi	Conseiller du Guide, ancien responsable de la justice
Mohammad Reza Mahdavi Kani	L'Imam de vendredi de Téhéran
Ahmad Janatti	Secrétaire du conseil de surveillance, président de la propagande islamique

⁶ Hodjat Mortadji Jenaha-ye siassi da iran emrouz (les tendances politiques dans l'iran d'aujourd'hui), Téhéran, Naghso-negar, 1378 {1999}. pp. 64-70.

3. Majma-e rohanyoun-e mobarez « MRM » (« la ligue des clercs combattants »).

Quelque temps après la fondation du RMT, des divergences idéologiques et des ambitions personnelles de ses membres ont provoqué une scission. Tandis qu'une majorité dirigée par Khamnei et Rafsandjani contrôlait le RMT, une minorité animée par Khoiniha (responsable de la prise des otages américains et fondateur du journal *Salam*), Karoubi et Mohtashami (Ancien ministre de l'intérieur et ambassadeur en Syrie) créa Majma-e rohanyoun-e mobarez « MRM »

Le MRM contrôle, entre autres, l'association islamique des étudiants et l'association islamique des enseignants universitaires.

D'après MRM, le *Faghih* doit être élu et ses pouvoirs doivent être limités à ceux qui sont prévus par la constitution. Le MRM soutient l'exportation de la révolution et la lutte anti-américaine.

Sur le plan économique, le MRM est pour l'intervention de l'état dans l'économie et l'étatisation des industries industrialisantes et autosuffisance agricole⁷.

Les cadres influents du Majma-e rohaniyoun-e mobarez

Nom	Fonctions
Assadollah Bayat	
Mehdi Karoubi	Secrétaire général de majma
Moussavi Khoyni	Membre de MTM, directeur du journal Salam
Rassoul Montajebnya	Membre de la direction de majma
Ali Akbar Mohtashami	
Moussavi Lary	Ministre de l'intérieur
Rahimyan	
Mohammad Ali Sadoughi	Vice-président
Mohammad Reza Tavassoli	Membre de l'assemblée des experts
Mohammad Khatami	Président

4. Sazeman-e modjahedine-e enghelab-e eslami « MEE » (« les combattants de la révolution islamique »)

Il s'agit d'une organisation « radicale » dont l'origine se trouve dans l'ancien parti des « Nations islamiques » de l'époque du Shah. Elle fut constituée en avril 1979 par Behzad Nabavi (un ancien ministre de l'industrie lourde), Mohammad Salamati, Morteza Olviri (de jeunes islamistes radicaux) et Douzdouzani (l'un des fondateurs des gardiens de la révolution). La nouvelle organisation fondée par la fusion de sept groupements islamistes déjà existants fixait comme but la « sauvegarde et l'extension de la révolution islamique » par « l'élimination des contre-

⁷ Ibid., pp. 100 et 111

révolutionnaires ». Un groupe d'ex-maoïstes du parti « Ranjbaran » (prolétaires) a également rejoint plus tard cette organisation. Ce courant est essentiellement composé de militants islamistes et anti-impérialistes non-cléricaux, partisans de la défense des « déshérités », et du contrôle de l'économie par l'État.

Les cadres influents des MEE

Nom	Fonctions
Behzad Nabavi	Ancien ministre
Mohammad Salamati	Ancien député
Morteza Olviri	Ancien député
Abbas Douzdouzani	Fondateur du sepah
Mohssen Armin	

5. Gorouh-e kargozaran-e sazandegui » (KGS)

À l'occasion des élections législatives de 1996, les partisans du Président Rafsandjani ont créé le « Gorouh-e kargozaran-e sazandegui » (KGS) (« Serviteurs de la reconstruction ») avec l'appui de « khaneh kargar » (maison de l'ouvrier). Les KGS Contrôlent les journaux *hamshahri* et *Iran*. Les technocrates des KGS sont en faveur de la gestion étatique par des spécialistes. Ils sont favorables à la privatisation de l'économie, aux investissements étrangers en Iran et l'industrialisation du pays. En politique étrangère, ils se prononcent en faveur de la détente⁸.

Les cadres influents du kargozaran-e sazandegui

Noms	Fonctions
Mostafa Hsshemi Taba	Vice-président
Gholamreza Aghazadeh	Vice-président
Bijan Namdar Zangueneh	Ministre du pétrole
Mohssen Nurbakhsh	Directeur de la banque centrale
Issa Kalantary	Ministre de l'agriculture
Ali Abdolalizadeh	Ministre de l'urbanisme et du logement
Mohammad Hashemi	Vice-président
Ataollah Mohadjerani	Ministre d'orientation islamique

⁸ Ibid., pp. 190 et 195.

Ferydun Verdinejad	Directeur de l'agence islamique
Mohammad Ali Nadjafi	Vice- président

III. Les groupes dominants et les élections législatives

Afin de saisir la portée et l'influence de ces groupes dans le système politique islamique, l'on peut choisir l'exemple des élections législatives entre 1988 et 1996 et analyser le jeu électoral de chacun des groupes.

Il faut souligner qu'aucun des groupes ne présente des programmes politiques ou économiques, que l'enjeu de ces élections est le contrôle du pouvoir législatif⁹.

1. Troisième législature (1988 -1992)

À l'occasion des élections de la troisième législature islamique d'avril et de mai 1988, deux courants se sont présentés aux élections en constituant deux « coalitions » électorales ». Le courant traditionaliste et conservateur représenté par le RMT et appuyé discrètement par le JME, était dirigé par Rafsandjani, Khamnei, Mahdavi Kani et Mohamad Yazdi. La seconde coalition intitulée « coalition des déshérités et des démunis », et soutenue par MRM, les « associations islamiques des étudiants et des instituteurs », « la maison d'ouvrier », était dirigée par des « radicaux » comme Olviri, Douzdouzani (ancien ministre et fondateur du Sepah), Ebrahim Asgharzadeh (porte-parole des « Étudiants de la ligne de l'Imam »). La campagne électorale des « radicaux » s'est déroulée autour des mots d'ordre : « pour la domination de la ligne de l'Imam et de l'Islam des pieds nus », « le refus de l'islam américain », et « la guerre de la pauvreté contre la richesse ». Ainsi, lors de la troisième législature, les deux mouvements politiques se sont partagé les sièges à l'assemblée islamique et ce partage se manifesta par l'élection de Rafsandjani (RMT) à la présidence et celle de Karoubi (MRM) à la vice-présidence de l'assemblée islamique.

2. Quatrième législature (1992 -1996)

Lors de la quatrième législature, la lutte entre le RMT et le MRM s'intensifie. Le RMT demanda l'aide de Shora-ye negahban (« Conseil de surveillance de la constitution ») dirigé par Ahmad Janati, afin d'empêcher un certain nombre de candidats du MRM de participer aux élections. Ainsi, les candidats du RMT ont obtenu la majorité des sièges à la quatrième assemblée islamique. Le nouveau rapport de force, créé par le RMT, incita les mollahs du JME à étendre leur domination sur le RMT. Peu de temps après, le JME avec l'appui du Shora-ye negahban prit le contrôle de la direction du RMT.

3. Cinquième législature (1996 -2000)

⁹ Cf. Menashri David Revolution at a Crossroads, The Washington Institute for Near East Policy, Washington, 1977

Lors des élections de 1996, le MRM déclara d'emblée qu'il ne participait pas aux élections. En ce qui concerne le RMT, ses candidats pour la cinquième législature, ont été en réalité ceux du jamyat-e motalef-e. Toutefois, la cinquième législature fut marquée par une compétition accrue entre les partisans de Rafsandjani et ceux de Khamnei. Tandis que le JME appuyait les candidats soutenus par Khamnei, les partisans du Président ont créé à cette occasion Gorouh-e kargozaran-e sazandegui (KGS).

De son côté saze-man-e mojahedin-e enghelab-e eslami de Behzad Nabavi créa un groupe intitulé Etelaf-e grouhay-e khat-e emam (coalition des groupes de la ligne de l'Imam). Cette coalition radicale a soutenu essentiellement les candidats du KGS, dans le dessein d'affaiblir la droite religieuse représentée par le JME.

Par conséquent, la lutte électorale pour l'élection des députés de la cinquième législature se déroula principalement entre les partisans de Rafsandjani et ceux de Khamnei. Cependant, et afin d'atténuer le choc politique entre les deux coalition, un troisième groupe nommé *Defa az arzeshay-e enghelab-e eslami* « AEE » » (Défense des valeurs de la révolution islamique) fut créé par Reyshahri qui se fixa pour mission d'amener les deux groupes dominants à s'entendre sur la défense des fondements de la république islamique. Ce groupe présenta une liste de candidats combinant les parti-sans de Khamnei et ceux de Rafsandjani.

À l'issue des élections de la cinquième législature, le JME a obtenu 72 sièges, et le KGS 16 sièges. De plus, 8 autres élus se trouvaient sur une liste commune du KGS et du JME. Cent soixante autres députés ont été élus individuellement dans les différentes villes. Ils sont proches des diverses fondations et institutions islamiques. Quelques-uns appartiendraient au MEE ou au MRM.

Ainsi, tous les élus défendent les fondements de la république islamique et *velayat-e Faghih* (L'institution théocratique basée sur la souveraineté du docte islamique). Toutefois, l'assemblée issue de la cinquième législature est plus difficile à manipuler, car le comportement de la majorité des députés est imprévisible par rapport aux questions économiques et politiques.

Pour terminer ce point et afin de mesurer l'influence de chaque groupe dans le processus de décision du système islamique, nous nous penchons sur la composition des membres du Majma-e Tashkhis-e maslehat-e nezam (MTM) « l'Assemblée du discernement de la convenance du système » qui, d'après l'article 112 de la constitution islamique est compétente dans le règlement des différents qui opposent les principales institutions de la république islamique au sujet notamment de l'interprétation des lois en vigueur.

Assemblée du discernement de la convenance du système

NOM	FONCTIONS ACTUELLES	FONCTIONS précédentes
Akbar Hashemi Rafsandjani *	Président du MTMN	Président
Mohammad Khatami *	Président et membre dirigeant du MRM	Ministre d'orientation islamique, directeur de la bibliothèque nationale
Ali Akbar Nategh Nouri *	Président de l'assemblée, membre dirigeant du	Député et ministre

	JRM	
Mohammad Yazdi *	Membre dirigeant du JRM	Ministre de la justice,
M.Reza Mahdavi Kani *	Membre du JRM	Président des comités révolutionnaires, ministre de l'intérieur
Ebrahim Amini *	Secrétaire de l'assemblée des experts, membre de l'association des enseignants de l'école théologique de Qom	Enseignant à l'école théologique de Qom
Abbas Vaez Tabassi *	Représentant du Guide au sanctuaire de l'Imam Reza à Mashhad, membre de l'assemblée des experts	Enseignant à l'école théologique de Qom
Ahmad Janati *	Secrétaire du conseil gardien, président du conseil de la propagande islamique, membre du JRM	Enseignant à l'école théologique de Qom
Mohammad Emami Kashani *	Porte parole du conseil gardien, membre de l'assemblée des experts, membre du JRM	Enseignant à E.Th. de Qom
Hassan Habibi	Premier vice-président	Ancien ministre et vice-président
Mir Hossein Moussavi	Conseiller du président	Premier ministre
Ali Akbar Valayati	Conseiller du Guide	Ministre des affaires étrangères
Mohammad Reyshahri *	Délégué du Guide	Ministre du renseignement, ancien procureur islamique
Hassan Saneyi *	Délégué du Guide et directeur de la fondation 15 khordad	Membre du bureau de khomeini
Hassan Rohani *	Vice-président de l'assemblée, secrétaire du conseil national de sécurité	Député
Moussavi Khoyni *	Membre du MRM, directeur du journal Salam	Procureur islamique, député et responsable de la prise des otages américains
Habibollah Asgaroladi	Secrétaire du JME, délégué du Guide	Député
Dori Najafabadi *	Membre de la direction de l'assemblée des experts	Ministre des renseignements

Ali Laridjani	Directeur de la Radio TV islamique	Ministre d'orientation islamique
Mostafa Mirsalim	Membre du JME	Ministre d'orientation
Mohammad Reza Tavassoli *	Membre de l'assemblée des experts du MRM	Membre du bureau de Khomeyni
Abdollah Nouri *	Responsable du journal khordad	Ministre de l'intérieur,
Morteza Nabavi	Directeur du journal Ressalat	Ministre des PTT
Hassan Firuzabadi	Chef d'État major des forces armées	Étudiant preneur d'otage
Gholamreza Aghazadeh	Vice-président	Ministre du pétrole
Namdar Zangueneh	Ministre du pétrole, membre du KGS	Ministre
Mohammad Hashemi	Vice-président, membre du KGS	Directeur de la TV islamique
Mohssen Nourbakhsh	Directeur de la banque centrale, membre du KGS	Député et ministre
Mohssen Rezai	Secrétaire démissionnaire du MTM	Commandant des pasdaran
Youssef Saneyi *	Clergé de haut rang à Qom	Procureur islamique
Movahedi Kermani *	Délégué du Guide auprès du sépah	Député
Abolghassem Khazali *	Membre du conseil de surveillance	Membre de khebregan
Mohammad Momen *	Membre du conseil de surveillance	Membre de khebregan
Mahmud Hashemi *	Membre de conseil de surveillance	Enseignant à Qom
Gholamreza Rezvani *	Membre du conseil de surveillance	Secrétaire du conseil de surveillance
Messbah Yazdi *	Membre de l'assemblée des experts	Enseignant à Qom

* Appartient au corps clérical

Source : Revue Tavana, Téhéran no 43, 1999

IV. Les groupes dominants et l'élection de Khatami

La dernière élection présidentielle en Iran (mai 1997) suscita un intérêt non négligeable parmi les analystes et commentateurs, surtout en Europe et aux États-Unis.

Car, on voulait croire que grâce à un événement miraculeux, l'État islamique pourrait peut-être rompre avec un passé sombre pour se tourner vers l'avenir.

Il faut rappeler que l'élection et la réélection de Rafsandjani suscitérent également un certain espoir chez les gouvernements et les milieux d'affaires européens et américains. Il fut comparé, à tort, à Gorbatchev et les principaux journaux occidentaux ont consacré des pages entières à

quelqu'un qui apparaissait à l'époque comme la clé de l'ouverture de l'État islamique vers le monde extérieur. Le journal français *le Monde* consacra une page entière intitulée « un mollah dans le siècle » à celui qui était qualifié de nouveau Amir Kabir du nom d'un grand chancelier iranien qui introduisit la modernité dans le système politique du pays en limitant le pouvoir des religieux.

Nombreux furent des Iraniens qui espéraient trouver en lui l'homme providentiel qui les libérerait de la contrainte islamique. Or, des années se sont déroulées sans qu'un changement significatif puisse alléger leur souffrance. Sur le plan international, la politique suivie par l'État islamique ne changea guère. Les assassinats politiques, l'ingérence dans les affaires intérieures des pays islamiques et des voisins, l'exportation de la révolution et le soutien au terrorisme islamiste, ainsi que le sabotage du processus de paix au Proche-Orient ont finalement terni l'image d'un président qualifié de « modéré ». Sur le plan économique, le miracle promis ne s'est pas produit non plus, car la situation économique du pays n'a jamais été aussi catastrophique qu'aujourd'hui.

Or, l'élection de Mohammad Khatami suscite également les mêmes espoirs, même si les observateurs sont, cette fois, plus lucides et moins affirmatifs au sujet des changements à venir.

Il faut remarquer que l'élection de Khatami, comme d'autres élections dans l'État islamique, s'est déroulée dans des conditions absolument antidémocratiques, en l'absence totale de toute liberté démocratique et sans aucun contrôle international. Rappelons que Khatami a été « choisi » par le « Conseil de surveillance de la constitution » comme étant l'un des quatre candidats officiels fidèles aux fondements de l'État islamique et au monde clérical au pouvoir.

Toutefois, contrairement à Rafsandjani, à Khamnei et à beaucoup d'autres, Khatami n'appartenait ni au « Conseil de la révolution », ni aux « tribunaux révolutionnaire », ni aux autres institutions de répression mises en place par Khomeyni. Cependant, en collaborant étroitement, après la révolution, avec l'extrémiste Mohammad Montazeri, il avait contribué à l'exportation du terrorisme révolutionnaire et à l'intensification de la terreur à l'Intérieure du pays.

Durant la guerre Iran-Irak, Khatami occupa plusieurs postes à responsabilité, notamment celui du président l'état-major de la propagande de la guerre et du chef du commandement conjoint des forces armées. Ces deux fonctions lui permirent de mettre en pratique son programme d'agitation-propagande basé sur l'exportation du terrorisme révolutionnaire.

Pourtant, durant les dix années qu'il occupa le poste du ministre d'orientation islamique - en réalité le ministre de la censure – il manifesta sa volonté d'atténuer la pression sur les écrivains et journalistes, tout en restant fidèle aux principes et fondements de l'État islamique¹⁰.

Enfin, il faut préciser que l'élection de Khatami se situe dans la lutte d'influence entre Rafsandjani et Khamnei.

En effet, les partisans de Rafsandjani au gouvernement et au Parlement ont essayé dans une première démarche, d'initier une modification de la constitution, afin de le rendre éligible pour une troisième fois. Afin de dissuader Rafsandjani de se présenter pour la troisième fois, Khamnei lui propose d'occuper un poste équivalent à la deuxième position de l'État islamique. Rafsandjani accepta la proposition et dissuada ses partisans d'amender la constitution. Cependant, Khamnei ne proposa à Rafsandjani que le poste du président d'Assemblée d'évaluation de la convenance du système, contrôlé par une majorité qui lui reste fidèle. À la suite de l'affaiblissement de sa position, Rafsandjani décida de former une nouvelle alliance avec les islamistes de « gauche » comme le MEE et le MRM qu'il avait jadis lui-même contribué à écarter du pouvoir, afin d'imposer la candidature de Khatami face à celle de Nategh Nouri, considéré comme le candidat du Guide. La candidature Khatami était au début, un simple défi

¹⁰ voir la biographie de Khatami sur le site internet de la présidence

lancé aux conservateurs, de la part de la « gauche » islamiste, car ceux qui avaient appuyé la candidature Khatami (un ensemble divisé et hétérogène) étaient convaincus que Khatami ne serait pas élu¹¹.

Au cours de la campagne électorale, deux coalitions se sont formées, soutenant l'un et l'autre des candidats :

1. La coalition en faveur de Khatami et soutenue discrètement par Rafsandjani était composée du MEE, du MRM et des KGS.

2. La coalition en faveur de Nategh Nouri et appuyée par Khamnei, était composée du JME, du RMT, et du Shora-ye negahban (Le « Conseil de surveillance de la constitution ») dirigé par Ahmad Janati ainsi que du Sepa-he pasdaran, par l'intermédiaire de son chef Rezai

Toutefois, la coalition soutenant Khatami n'aurait jamais permis son élection, car cette coalition a montré ses limites lors des élections législatives et n'a pas pu obtenir une majorité à l'assemblée islamique.

Cependant au cours de la dernière élection présidentielle, un événement non prévu par les deux coalitions bouleversa les données politiques. Marginalisé par la campagne organisée contre lui, l'accusant d'être le candidat des « contre révolutionnaires », des partisans de « l'offensive culturelle de l'Occident », Khatami apparut aux yeux de la population comme un candidat « dissident », focalisant sur lui les désirs et aspiration des jeunes, des femmes et autres opposants à l'État islamique.

Or, d'après la constitution de l'État théocratique iranien, la seule fois où le peuple est appelé à exercer directement et partiellement sa « souveraineté » dans les conditions non démocratiques, c'est au moment de l'élection présidentielle. Toutefois, étant donnée que le choix du candidat n'appartient pas aux électeurs, il était rare qu'une élection présidentielle attire des foules. Hormis l'élection de Bani Sadr, soutenu par Khomeyni, l'élection de Khatami est la seule manifestation d'une volonté populaire exprimée dans des conditions non démocratiques allant dans le sens d'une disqualification de l'État islamique. Le vote en faveur de Khatami doit être considéré comme l'expression d'une souveraineté populaire limitée contre la « souveraineté divine » représentée par la candidature du favori Nategh Nouri.

Ce qui a changé la nature de cette élection, c'est la participation de plusieurs millions de jeunes et de femmes par rapport des élections précédentes. En réalité, plus de 13 millions d'électeurs participaient pour la première fois depuis l'élection de Bani Sadr à une élection présidentielle, afin de manifester leur refus du système clérical.

V . Le phénomène Khatami

Au cours de sa campagne électorale, Khatami avait à plusieurs reprises insisté sur le fait qu'il demeurerait fidèle au principe de *velayat-e Faghih* qui est le fondement même du système islamique¹².

¹¹ Babak Dad, (journaliste et membre de l'état-major de Khatami), Sad rouz ba Khatami (100 jours avec khatami), Téhéran, Editions du ministère de la culture islamique, 1378 (1999), p. 21.

Toutefois, il se prononça également pour l'élargissement des libertés individuelles et collectives. Afin de pouvoir apprécier à sa juste valeur les effets de l'élection de Khatami à la présidence de la république islamique, il est utile de rappeler brièvement les positions religieuses et politiques de Khatami, telles qu'il les a exposées dans le passé et de voir ensuite dans quelle mesure le soutien politique manifesté à son égard par les jeunes iraniens a modifié dans un sens ou dans un autre ses positions fondamentales.

1. Khatami candidat

En 1991, Khatami enseigne dans plusieurs Universités iraniennes et renseigne les étudiants sur sa vision de l'islam politique. Les cours enseignés par Khatami ont été publiés dans un ouvrage paru en 1998 et intitulé « *bim-e modj* » (la crainte de la vague). Cet ouvrage permet de comprendre la conception de Khatami concernant les différents aspects du système politique islamique.

Fidèle à Khomeyni

Faisant l'éloge de Khomeyni, il le considère comme le plus grand « animateur de la religion » :

En se basant sur le fondement sacré de l'islam, Imam Khomeyni s'est battu contre le despotisme dépendant et le colonialisme, et les a vaincus avec l'appui du peuple croyant (...) La révolution islamique dirigée par l'Imam fut victorieuse à une époque où l'incapacité de tous les ismes à sauver les nations opprimées a été de plus en plus mise en évidence¹³.

Khatami se demande ensuite quel est cet islam dont Khomeyni fut le meilleur interprète. Après avoir cité Khomeyni à plusieurs reprises, il conclut en soulignant deux caractéristiques de cet islam :

- a. L'importance du rôle du clergé et des écoles théologiques dans la défense de l'Islam
- b. Le fait que l'établissement d'un État religieux ne peut réussir que si la religion est capable de résoudre les difficultés et les problèmes actuels de l'humanité et de répondre aux questions que se pose l'homme d'aujourd'hui et de demain¹⁴

Par ailleurs, il adopte la définition donnée par Khomeyni d'un gouvernement islamique :

Ce gouvernement est une dérivée du règne absolu du prophète. Il est l'un des premiers commandements de l'islam. Il a la priorité sur tous les commandements secondaires, et même sur la prière, le jeûne et le pèlerinage (...) Il peut arrêter tout affaire spirituelle ou temporel allant à l'encontre des intérêts de l'islam¹⁵.

Et il précise plus loin :

¹² Ibid., pp. 128-129.

¹³ Seyed Mohammad Khatami, *Bim-e modje* (cours donnés en 1991), séries d'articles, Téhéran, Simayé djavan, 5^e édition 1377 (1998), pp. 23-24.

¹⁴ Ibid., pp. 30 à 35.

¹⁵ Ibid., p. 42.

Il est clair que du point de vue des adeptes de la révolution et de l'Imam, les piliers de l'ordre que nous préférons, doivent être la vision et la pensée qui ont engendré la révolution, l'ont conduite et l'ont amenée à la victoire : c'est-à-dire la pensée de l'Imam¹⁶.

Fidèle à la révolution islamique

Khatami considère que la révolution islamique iranienne est le plus important mouvement de résurrection de la religion de notre temps¹⁷ :

Dans un système doctrinal comme le système islamique qui est fondé sur l'idéologie, des restrictions imposées aux individus afin de pouvoir atteindre l'objectif qui est absolu du point de vue de la doctrine sont plus importantes (...). Puisque nous avons établi un système basé sur la religion, il est normal que beaucoup de choses obtenues en Occident par l'homme et surtout par un jeune soient interdites pour les citoyens d'un pays islamique (...) Un jeune qui a des désirs (à satisfaire, NDR) (...) jouit beaucoup plus quand il vit en Occident, car la voie y est ouverte pour la satisfaction de ses désirs primaires (...). Or dans un système islamique, beaucoup de critères religieux et moraux lui barrent la route (...)

Ce qui, dans un système doctrinal peut rassurer les individus et les rendre joyeux, c'est la doctrine, surtout pour un jeune¹⁸.

Après avoir distingué trois islams; réactionnaire, éclectique et véritable, Khatami, prétend que l'islam qui est au pouvoir en Iran est le véritable islam. Et il affirme que Khomeyni est l'expression du véritable islam de notre temps¹⁹

Khatami analyse ensuite la crise de l'Occident et prétend que cette crise est la conséquence du vieillissement de la civilisation occidentale dont le capitalisme en est l'expression dominante²⁰

Face au « déclin » de la civilisation occidentale, Khatami prétend vouloir instaurer une civilisation islamique. Il considère que dans le passé, c'est une certaine vision de l'islam correspondant à la civilisation de l'époque qui a échoué et non pas l'islam en tant que religion. Il conclut que pour se libérer de la domination de la civilisation occidentale, il faudrait affronter l'Occident²¹

L'Occident et la liberté

Après avoir dénoncé le socialisme, le capitalisme et le nationalisme, Khatami précise :

¹⁶ Ibid., p. 76.

¹⁷ Ibid., p. 26. Par ailleurs, le Shah écrit au sujet de la révolution blanche et l'islam :

« Notre peuple avait la chance de vivre sous la bannière des principes religieux les plus progressistes qui soient : je parle des principes sacrés de l'Islam qui, à chaque étape du progrès individuel ou social, marquent pour l'individu ou la communauté la voie ascendante à suivre. Tous ceux qui participaient à notre révolution et croyaient en elle pouvaient justement s'enorgueillir du fait qu'elle s'inspirait de l'esprit essentiel de l'Islam » p. 160. Réponse à l'Histoire, Albin Michel, 1980. Par ailleurs, un autre thème cher à Khatami, à savoir le dialogue entre les civilisations est aussi un thème développé à l'époque impériale. En effet, un colloque portant sur le dialogue entre les civilisations s'était tenu à Téhéran en octobre 1977.

¹⁸ Khatami, op.cit., pp. 155-156

¹⁹ Ibid., pp. 159-164

²⁰ Ibid., pp. 177-178.

²¹ Ibid., pp. 181-185.

Nous avons fait la révolution, afin de pouvoir, à l'aide d'une pensée qui est fondamentalement différente de celles qui dominent la plupart des hommes contemporains, fonder un nouvel ordre²².

Analysant les rapports entre l'Occident et l'islam, il considère que le premier contact de l'occident avec le monde musulman fut les croisades et le second contact apparaît après l'avènement de la nouvelle civilisation et le commencement de la conquête occidentale :

Cette fois, l'Occident arriva dans cette partie du monde ; afficha sa présence sous forme du colonialisme dans le monde et dans le monde musulman, en s'appuyant sur de nouvelles culture et civilisation qui commencent avec la renaissance et se représentent à l'extérieure avec la Révolution française²³.

Khatami considère que la contradiction entre la révolution islamique et tout ce qui se déroule dans le monde d'aujourd'hui est fondamentale :

Comme vous le savez, les précurseurs de la pensée et de la civilisation moderne, prétendent que le fondement de cette civilisation et de cette pensée est « la liberté ». Par ailleurs, on ne peut pas nier que la question de la « liberté » en Occident soit une question sérieuse (...)

La définition de la liberté selon eux est que tout être humain est libre de faire ce qui lui plaît. Ce mot d'ordre est évidemment conforme à l'instinct primitif de l'humain qui désire être libre et de faire ce qu'il veut. Il est clair que la liberté n'est pas possible sans limitation et sans frontière. Toutefois, la frontière que l'Occident reconnaît à la liberté est celle de la liberté des autres. La source et la mesure dans cette affaire est l'être humain lui-même, c'est-à-dire la pensée et la volonté des hommes. C'est la majorité qui doit discerner où se trouvent les limites de la liberté et c'est elle qui édicte des lois à ce sujet²⁴.

Selon Khatami, l'occident profite des pulsions naturels les plus primaires de l'homme afin de stabiliser son système et de tromper la plupart des hommes sur la question de savoir où se trouve la « vraie liberté », qui selon lui, doit être fondée sur le « renoncement ».

Et il prétend que l' « ennemi » c'est-à-dire l'Occident ne tolère que la domination de ses propres valeurs dans le monde et ne pense qu'à ses intérêts dans le monde :

Et si quelques-uns se détournent de sa pensée et de sa valeur, ou n'acceptent pas de garantir ses intérêts (...) Il leur fait la guerre avec ses moyens gigantesques afin de les faire disparaître ou les obliger à se plier. C'est ainsi que notre révolution est confrontée aux pressions et aux complots de l'ennemi²⁵.

D'après Khatami, l'Occident a deux visages qui correspondent à l'infrastructure et à la « superstructure » de la civilisation occidentale. La politique occidentale correspond à sa « superstructure » et la culture occidentale correspond à son « infrastructure »²⁶.

Après avoir insisté sur le fait que l'occident politique veut étendre sa domination sur le monde, que la nature de la politique occidentale est impérialiste, il conclut que « la guerre entre nous et l'occident est une guerre de vie ou de mort²⁷ »

Dans cette guerre, Khatami propose d'utiliser les aspects positifs de la civilisation occidentale pour l'affaiblir et fonder la nouvelle civilisation islamique²⁸.

²² Ibid., p.55.

²³ Ibid., pp. 97-98.

²⁴ Ibid., PP 134-135.

²⁵ Ibid., p. 138.

²⁶ Ibid., p. 185.

²⁷ Ibid., p. 186.

²⁸ Ibid., pp. 178-193.

Par ailleurs, dans son dernier ouvrage concernant « la pensée politique de l'Occident », Khatami expose sa vision de l'ordre islamique à venir. Après avoir salué en Machiavel l'un des meilleurs penseurs de l'Occident et souligné son intérêt pour « le Prince » de cet auteur, Khatami nous parle d'une troisième voie, entre le capitalisme occidental et sa civilisation et le socialisme. L'idée chimérique de la troisième voie n'est pas nouvelle, car elle a déjà été mise en avant par le fascisme italien, et par les pays non alignés (Nasser, Sukarno...). Ce qui est absent dans cette troisième voie, c'est la démocratie qui est assimilée à la civilisation occidentale.

2. Khatami président

Le gouvernement Khatami fut composé de représentants des deux groupes dominants qui ont soutenu sa candidature : la « gauche » et les KGS. Il n'a aucunement tenu compte de sa base électorale pour composer son gouvernement. Ainsi, pour affronter la « droite religieuse », il ne peut même pas compter sur les KGS pour le faire, puisqu'ils en sont issus.

Par ailleurs, les déclarations officielles de Khatami en tant que président confirment la plupart de ses positions antérieures, même si le ton utilisé est moins catégorique et ses positions plus conciliantes sur le plan international. Car, il aime pratiquer le « ketman » (dissimulation), qui est très apprécié par le Shi'isme.

En ce qui concerne le dogme fondamental de la république islamique, à savoir *Velayat-e Faghih*, il déclarait le 4 février 1998 devant l'assemblée des experts :

Our system is based on the notion of the *valayat-e Faghih*. The two concepts of «Leadership» and «Experts» are two complementary ideas in our Constitution which, together, give our political system a very strong foundation. This is due both to the legal status that you gentlemen enjoy, and your personal standing as the prominent personalities of this nation (....) You are men of reflection and authority, learned and well-informed, and you are in close contact with the population. You can, therefore, represent the voice of the people. It is only natural that this administration should expect you, not to justify, but to at least to explain to people the government policies, and perhaps even its problems and its achievements (...). This is the role that all of you distinguished gentlemen can play as the dignitaries and trustees of this nation²⁹.

Devant la même assemblée et à la même date, il parla au sujet de la liberté dans un système islamique :

When we speak of freedom, we do not imply limitless freedom. It is possible that my understanding of freedom is different from yours, but we all have a common yardstick and point of reference - the Constitution - which announces that anyone who infringes the basic principles of Islam or is in breach of public law commits an offense. These are the limits to freedom in an Islamic State... The kind of freedom we urge is one that does not go against basic Islamic principles or public order. It is true that there are still those who break the law and those who do not share our beliefs, but this is quite natural³⁰.

Autrement dit, il confirme les limites imposées à aux libertés par la constitution islamique qui ne reconnaît les libertés individuelles et collectives que dans le cadre des lois islamiques et des prérogatives du « Guide ». Ce sont ces mêmes restrictions qui sont contestées par une grande majorité de la population.

²⁹ voir les discours du président sur son site internet.

³⁰ Idem.

Toutefois, en s'adressant le 10 février 1999 aux cadres qui représentent l'État islamique à l'étranger, il modifie son discours au sujet des libertés et des droits de l'Homme :

Our revolution is a novel experience both for our own nation and for the rest of the world. It is the new experience of combining religious life with a good secular life, the experience of leading a spiritual life and at the same time enjoying worldly abundance and prosperity. One of the great catastrophes causing considerable harm in the course of man's past history has been the unfortunate assumption that religion and reason are irreconcilable, and that the pursuit of a religious life excludes liberty, that life of spiritual tendency denies the benefits of a secular life and enjoyment of the worldly pleasures. According to that line of thinking, a person must of necessity be either religious or rational, religious or free, and live either for this world or the next. And people naturally choose rationality, freedom and the enjoyment of worldly pleasures, and turn their backs on religion. By our revolution, however, we began experimenting with a new idea - the idea that religion and rationalism can co-exist, that one can be free and religious and can practice his religion and at the same time respect human rights and the right of man to be the master of his own destiny; and that one may be religious and still build a prosperous and progressive society³¹.

Le président Khatami a soutenu d'autres institutions latérales du système, notamment les miliciens Bassdji qui ont violemment réprimé les étudiants contestataires au cours de l'été 1999, les qualifiant des garants de la sécurité de la nation³².

Il faut rappeler que ni Khatami, ni la majorité de ses partisans organisés, ne remettent en question les fondements du système islamique. Les déclarations récentes d'Abdollah Nouri, l'un des plus proches collaborateurs de Khatami, devant le « Tribunal du clergé » en est une confirmation :

Aujourd'hui, le réformisme est la seule voie de sauvetage pour l'Iran. Le réformisme est bénéfique à tous même à ceux qui y sont hostiles. Puisque, de cette manière, tout le monde reste dans l'arène politique. La grandeur du système est également dans l'extension de la démocratie et non pas dans la répression. L'histoire universelle atteste que les pays qui ont étendu la démocratie, la liberté, la critique et la contestation sont demeurés plus forts que ceux qui (...) ont éliminé leurs adversaires³³.

En se situant dans le cadre du régime islamique, défini par sa constitution, le président Khatami ne souhaite pas bouleverser sensiblement les conditions politiques, économiques et culturelles qui règnent depuis plus de vingt ans en Iran islamique.

En réalité, le projet Khatami consiste à créer une république islamique « à visage humain » à l'instar du socialisme « à visage humain ».

3. Les scénarios envisageables

Premier scénario : L'islam à visage humain

Toutes les données socio-politiques et économiques nous incitent à utiliser une formule utilisée célèbre, à savoir « les gouvernés n'acceptent plus d'être gouvernés comme avant et les

³¹ Idem.

³² Voir AFP, Aug 19 (AFP) - Iranian President Mohammad Khatami

³³ Abdollah Nouri, Shokran-e esslah, les plaidoyers d'Abdollah Nouri devant le Tribunal spécial du clergé, Tarh-e No, Téhéran, 1999, p. 269.

gouvernants ne peuvent plus gouverner comme avant ». Ce qui signifie que la situation sociale est potentiellement explosive, même si l'explosion n'a pas lieu,

C'est pourquoi, en raison, notamment, de l'absence de toute alternative politique crédible, la « coalition » en faveur de Khatami représente encore aux yeux de beaucoup de citoyens le seul espoir de sortir du fascisme islamique. Aussi, Pour un nombre de plus en plus grand de partisans du « Guide », la solution Khatami représente un moindre mal, car ils espèrent que Khatami parviendra à les sauver d'une défaite inévitable, en leur permettant de conserver leurs privilèges dans un système islamique.

En effet, l'appel lancé le 1^{er} octobre 1999 par le Guide suprême à la réconciliation va dans ce sens :

L'ayatollah Ali Khamenei, Guide de la République islamique d'Iran, a lancé vendredi un spectaculaire et solennel appel à une réconciliation politique dans ce pays, déchiré par les conflits entre réformateurs et conservateurs (...)

Fait inhabituel, le président Mohammad Khatami, porte-drapeau des réformateurs, notamment dans la jeunesse et parmi les femmes, et dont la politique d'ouverture est vilipendée par les « conservateurs », assistait au sermon. À l'issue de la cérémonie, MM. Khamenei et Khatami se sont longuement donnés l'accolade.

L'initiative de M. Khamenei, dont les conservateurs font leur principale référence, survient à moins de cinq mois d'élections législatives très attendues, où les conservateurs, majoritaires actuellement apparaissent menacés. Elle survient aussi trois mois après des troubles estudiantins qui ont fortement agité le pays.

«Le pays, la révolution et le peuple ont besoin d'unité", a martelé M. Khamenei.

«Les deux principales forces du régime qui sont des fidèles de la révolution, doivent se rapprocher davantage afin d'isoler ceux qui ne sont pas des nôtres », a-t-il déclaré. «J'étais intervenu ces derniers temps auprès des principaux dirigeants des deux principales forces afin d'atténuer la tension politique, ce qui a été fait", a poursuivi le successeur de l'Imam Khomeyni, marquant bien que tout rapprochement devait se faire sous son aune propre, et dans la fidélité absolue à son prédécesseur³⁴.

Il est probable que la tentative d'entente entre les partisans de Khatami (le président) et ceux de Khamenei (le Guide) peut déboucher sur la création d'une « république islamique à visage humain » afin de préserver l'essentiel. Cependant, pour parvenir à cet islam « soft », les deux factions doivent se débarrasser d'un certain nombre de personnages gênants et procéder à l'épuration du système : arrêter et juger des exécutants, démettre de leurs fonctions plusieurs responsables, épurer les ministères et les forces armées. Ce genre de règlement de compte n'est possible qu'en préservant et en protégeant les principaux responsables du système. L'opération d'épuration menée par le Shah durant les dernières années de son règne (déplacement de Hoveida, l'éloignement du général Nassiri, la mise sous surveillance de la famille impériale...) et qui aboutit à « l'espace politique ouvert » en est un exemple. Toutefois, il était plus facile de se débarrasser des exécutants à l'époque du Shah qu'à l'époque islamique.

Un arrangement au sujet des élections législatives de février 2000 permettra aux partisans de Khatami de remporter les élections sans pour autant éliminer les partisans du Guide. Car, Khatami croit à une transition douce et à longue permettant d'éviter tout choc portant atteinte aux fondements du système.

En effet, chaque fois qu'il avait la volonté de s'appuyer sur ses électeurs afin de réaliser leurs aspirations minimalistes, il rencontrait aussitôt l'hostilité de ceux qui contrôlent les leviers du pouvoir islamique comme le « corps des gardiens de la révolution », des « bassidjis », le « Hezbollah », le « conseil de surveillance de la constitution », le « conseil de la sécurité nationale », le « conseil du discernement de la convenance du système », le « haut conseil judiciaire » etc.

³⁴ Politique en Iran par Jean-Michel CADIOT TEHERAN, 1er oct. (AFP).

Dans le cas de la réussite de cette démarche, les partisans de Khatami préparent déjà l'avenir en misant sur des personnalités contestataires du système comme Abdollah Nouri, Tabarzadi ou Shamsolvaezine qui, en raison de leurs procès devant les tribunaux islamiques ont acquis une certaine popularité.

Cette stratégie, même si elle ne réussit pas dans son ensemble, a le mérite de permettre une radicalisation des partisans de Khatami et l'adhésion d'un certain nombre d'anciens cadres islamistes aux idées démocratiques. Des « *khodis* », ces cadres islamistes deviendraient des « *nakhodis* » du système.

Dans l'hypothèse où Khatami et sa coalition hétéroclite réussissent à affaiblir sérieusement les durs du régime, la situation politique se libéraliserait et la pression populaire obligerait Khatami à s'éloigner de plus en plus du système de *velayat-e-Faghih*. Des libertés individuelles et collectives seraient instaurées, mais l'instabilité de la situation provoquerait des conflits de toutes sortes dans le pays.

Cependant, l'échec de l'entente et l'avènement d'une confrontation entre le Guide et les aspirations populaires symbolisées par Khatami, aboutiraient au déclenchement d'une révolte contre l'État islamique ou bien à la destitution de Khatami et l'aggravation de la crise du système.

En l'absence d'une unité organique et une coordination entre les différentes composantes de la société civile, toute crise grave pourrait déboucher sur une forme de guerre civile.

Deuxième scénario : La vague de fond

Les événements qui ont marqué les derniers mois de 1999 attestent qu'une nouvelle génération de jeunes est en train de secouer les fondements du système politique islamique.

En effet, les révoltes auto-organisées, informelles et spontanées (les partis et organisations traditionnelles sont dépassés) des étudiants expriment indirectement les revendications fondamentales de la société civile dans son ensemble. Une société civile qui à l'instar du tiers-état de la Révolution française aspire à conquérir son expression politique.

Les mots d'ordre des manifestations d'étudiants axés autour de la « liberté de pensée » et le refus de l'ordre islamique vont dans le sens d'une démocratisation de la société iranienne. Or, à l'occasion des manifestations estudiantines de l'été 1999, l'ensemble du système politique a été discrédité et les deux factions du système sortent affaiblies de cette épreuve.

Toutefois, en l'absence d'une alternative politique crédible, et en raison du manque d'organisation des mouvements spontanés ou faiblement organisés, et du manque de liaison entre la population et les étudiants, le mouvement demeura relativement éclaté et atomisé

Troisième scénario : L'implosion

La décomposition lente des catégories dirigeantes et l'implosion du système politique.

La détérioration de la situation économique et sociale, l'explosion démographique, le sous-emploi, le climat d'insécurité etc., peuvent mener à un désespoir généralisé.

D'or et déjà, les enfants et les familles des mollahs qui se sont enrichis commencent à quitter. Ce phénomène nous rappelle également les dernières années du régime impérial. Ce phénomène démontre que de moins en moins de membres dirigeants croient vraiment à la survie du système islamique.

Il est clair que d'autres scénarios peuvent être envisagés ou provoqués. Une combinaison ou superposition de plusieurs scénarios est également concevable.

Dans les différentes hypothèses évoquées, ceux qui sont organisés en réseaux et ont des connexions à l'intérieur du pays peuvent jouer un rôle dans les événements futurs. Par exemple, les groupes marxistes, les islamistes (y compris Khatami et ses partisans), les réseaux militaires (pasdars) et paramilitaires (Modjahedin) joueront certainement un rôle dans les événements futurs. Les groupements nationaux et démocratiques sont très faiblement organisés. Normalement, dans le passé, le manque d'organisation des groupements démocratiques et nationaux était compensé par la popularité des leaders charismatiques nationaux. Or, en l'absence d'une telle personnalité charismatique, l'avenir de la transition démocratique paraît incertain.

VI. Conclusion provisoire

La lutte pour l'acquisition de la souveraineté populaire se situe sur deux niveaux et par des oppositions verticales et horizontales.

Les oppositions verticales sont celles qui opposent les différents composants de la société civile d'une part et la société politique de l'autre. Cette opposition se manifeste principalement dans l'espace public. La manifestation la plus importante de cette opposition au niveau de l'espace public fut celle du vote massif en faveur du candidat marginal Khatami.

Quant aux oppositions horizontales, elles se situent au niveau du système politique, l'opposition actuelle entre le clergé contestataire, représenté par les grands ayatollahs (Montazeri, Shirazi etc.) d'une part et l'institution de *velayat-e Faghih* est la plus remarquable, car elle se situe aussi bien sur le plan religieux et politique. L'opposition entre le président, soutenu par le « MRM » et Khamnei soutenu par l'assemblée islamique, le Conseil gardien de la constitution, et le « JME » d'une part et le « MTM » de l'autre, est également très importante. Cette opposition pourra jouer un rôle décisif, si elle entre en conflit ouvert avec le *Faghih* et si les électeurs issus de la société civile entre en scène et transforment cette opposition horizontale en confrontation verticale.

En publiant sa brochure « Qu'est-ce que le Tiers État ? » en 1789, à la veille de la Révolution française, Emmanuel Sieyès se posait trois questions et y apportait trois réponses : « Qu'est-ce que le Tiers État ? tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien. Que demandait-il ? À y devenir quelque chose. »

En effet, face à la noblesse et au clergé, le tiers-état représentait une majorité sans expression politique qu'allait acquérir, après la Révolution française l'exercice de sa souveraineté.

Après les événements révolutionnaires de 1978-79 en Iran, la nation iranienne (tiers-état) a perdu au profit du clergé (l'ancien allié de la « noblesse ») l'exercice de sa souveraineté.

Depuis, Le principal objectif des contestations populaires consiste à récupérer cette souveraineté.

REPERES BIBLIOGRAPHIQUES

Bennigsen Alexandre *Sultan Galiev*, Paris, Fayard 1980.

Dad Babak, (journaliste et membre de l'état-major de Khatami), *Sad rouz ba Khatami (cent jours avec khatami)*, Téhéran, Éditions du ministère de la culture islamique, 1378 (1999).

Khatami Seyyed Mohammad, *Bim-e modje (la crainte de la vague, cours donnés en 1991)*, séries d'articles, Téhéran, Simayé djavan, 5^e édition 1377 (1998),

Khatami Seyyed Mohammad, *Az donya-ye shahr ta Shah-re donya (Du monde de la cité à la cité du monde)*, Téhéran, Éditions Ney, 1377 (1998).

Menashri David *Revolution at a Crossroads*, Washington The Washington Institute for Near East Policy, 1977.

Mortadji Hodjat *Jenaha-ye siassi da Iran emrouz (les tendances politiques dans l'Iran. d'aujourd'hui)*, Téhéran, Naghso-negar, 1378,(1999).

Nouri Abdollah *Shokran-e esslah, (les plaidoyers d'Abdollah Nouri devant le Tribunal spécial du clergé)*, Téhéran, Tarh-e No, 1999.

Verleuw Camille *ASSOCIATION HOJJATIYE MAHDAVIYE In : contestations en pays islamiques vol. II.*, Paris, CHEAM, 1986.

Magazines

Gozaresh (mensuel), Téhéran, nos. 75-102, 1376-1378 (1998-1999).

Iran-e farda (bi-mensuel), Téhéran, nos. 34-53 1376-1378 (1998-1999).